Gérard Duménil, Dominique Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*

Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014

Thomas Coutrot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6660>

DOI : 10.4000/travailemloi.6660

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 99-101

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Thomas Coutrot, « Gérard Duménil, Dominique Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme* », *Travail et Emploi* [En ligne], 142 | avril-juin 2015, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6660> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.6660>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Gérard Duménil, Dominique Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*

Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014

Thomas Coutrot

RÉFÉRENCE

Gérard Duménil, Dominique Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014, 199 p.

- 1 Gérard Duménil et Dominique Lévy ont apporté depuis vingt ans des contributions majeures et mondialement reconnues à la compréhension du néolibéralisme. Fidèles à la méthode marxiste, ils placent la lutte des classes au cœur de la dynamique économique. Pour eux, le *néolibéralisme* n'est pas une idéologie mais une alliance de classes, entre les capitalistes et les cadres, sous l'hégémonie des premiers. La crise de 2008 a montré que ce dispositif était entré dans une phase de profondes perturbations qui pourraient mener à son éclatement. *La grande bifurcation* tente d'éclairer les devenir possibles du capitalisme en s'appuyant à la fois sur une synthèse passionnante de riches travaux empiriques et sur un cadre théorique original.
- 2 À la structure de classes duale décrite par Marx, Duménil et Lévy proposent en effet de substituer une structure ternaire. Outre les prolétaires (qui, selon la définition classique, sont contraints pour vivre de vendre leur force de travail) et les capitalistes (propriétaires des moyens de production), une troisième classe, celle des cadres, gère les moyens de production pour le compte des propriétaires, grâce aux compétences de ses membres. Les cadres, selon Duménil et Lévy, recouvrent une définition plus étroite que la définition statutaire des cadres en France : il s'agit pour l'essentiel des dirigeants et financiers, soit environ 5 % du salariat au lieu d'un tiers.

- 3 Cette analyse prolonge des travaux dj classiques sur les managers et la technostructure (James Burnham et la « rvolution managriale¹ », John K. Galbraith et la « technostructure² », Alfred D. Chandler et la « main visible des managers³ » mais aussi Pierre Bourdieu et la dualit « capital culturel (notamment scolaire) »/« capital conomique⁴ », etc.). Le « socialisme rel » sovitique est ainsi rinterprt par Dumnil et Lvy comme manifestant la domination des cadres. L'intrt de cette structure ternaire est de sortir de l'alternative entre capitalisme et socialisme, en introduisant de possibles rgimes intermdiaires. Le projet politique dfendu par les auteurs est alors la dissolution de l'alliance entre les capitalistes et les cadres, et la recherche d'un compromis gauche entre les cadres et les classes populaires.
- 4 Cette innovation thorique intressante pose nanmoins question. Peut-on dfinir une classe uniquement par la position d'un groupe social dans les rapports de production ? Les classes existent-elles « objectivement », indpendamment de leur capacit se constituer en acteur collectif, dot d'une vision et d'une conscience des intrts communs ses membres ? Quel est l'intrt analytique et politique de distinguer une « classe en soi » qui ne serait pas aussi une « classe pour soi », pour reprendre la distinction de Marx ? Dumnil et Lvy nous disent peu de chose de la conscience de classe des cadres, de leurs organisations ou de leur stratgie.
- 5 Mais surtout, les cadres dirigeants qui bnficient de « salaires » extrmement levs et de stock options, ne dtiennent-ils pas tous des patrimoines financiers considrables, qui les rapprochent fortement de la classe capitaliste ? Il est vrai que selon l'enqute *Patrimoine* de l'Insee⁵, en 2010, un tiers du patrimoine des 1 % les plus riches consiste en actifs d'entreprises, dlimitant clairement une classe de propritaires directs des moyens de production (cette proportion ne dpasse gure 10 % pour les autres riches, un peu moins riches, du dixime dcile). Cependant, le patrimoine financier liquide (au moins celui dclar l'Insee) reprsente aux alentours de 20 % du patrimoine de tous les riches du dixime dcile, qu'on les considre comme capitalistes ou cadres. Certes, ces riches ne sont pas tous des Bettencourt ou des Pinault, et leur patrimoine financier diversifi ne leur permet pas de contrler un empire industriel, mais n'ont-ils pas un intrt la bonne marche des marchs financiers ? Plutt que de parler d'une troisime classe, ne pourrait-on pas dire que le nolibralisme a permis la couche des cadres dirigeants, jusqu'alors strate suprieure du salariat, d'intgrer la classe des propritaires du capital, ne serait-ce que sur un strapontin ?
- 6 L'originalit de l'ouvrage rside aussi dans l'analyse des consquences politiques des travaux pionniers de Stefania Vitali, James B. Glattfelder et Stefano Battiston (de l'Universit de Zurich), concernant la structure de la proprit capitaliste au dbut du XXI sicle⁶. Ces auteurs ont utilis de faon trs innovante une gigantesque base statistique constitue par l'OCDE⁷ (Orbis 2007) pour retracer les liens capitalistiques entre 43 000 socits transnationales l'chelle mondiale. Dumnil et Lvy rappellent leurs principaux rsultats : 737 gros actionnaires (individus ou socits) contrlent 80 % du capital de ces socits dans le monde. Parmi les 50 plus importants, 45 sont des socits financires ; la moiti est tats-unienne et 8, britanniques ; 5 sont franaises et seulement 2, allemandes.
- 7 Ces institutions financires forment selon Dumnil et Lvy un vritable gouvernement parallle, le « centre conomique institutionnel », qui est troitement li au « centre politique institutionnel » traditionnel par des relations informelles et de nombreuses passerelles (« revolving doors » dans le monde anglo-saxon ou « pantouflage » dans le

contexte franais). Cette alliance entre la haute fonction publique et la haute finance est l'un des piliers les plus solides du dispositif nolibral, qui permet d'touffer tout dbat sur d'autres politiques possibles.

- 8 L'tude des conomistes de Zurich montre donc que l'Europe continentale semble relativement l'cart des rseaux financiers globaliss anglo-saxons qui dominent l'conomie mondiale. Pour Dumnil et Lvy, cela signifie que l'Europe et la France, au-del de leurs actuels choix nolibraux, auraient encore la capacit de mener une autre politique conomique. Une alliance entre les cadres et les classes populaires pourrait mettre en chec le nolibralisme et constituer un « *nomanagrialisme* » industriel sous hgmonie des cadres, appuy sur des contrles de capitaux et un protectionnisme europen. Cependant, la France, davantage axe sur la finance que l'Allemagne industrialiste, aurait plus de difficults ngocier cette « bifurcation » : l'tat franais apparat plus favorable l'industrie financire, plus « nolibral » donc, que son homologue allemand davantage tent par un cours « *nomanagrial* ».
- 9 Cette thse peut sembler porteuse d'espoir. Cependant, elle ne semble pas vraiment confirme par l'observation des stratgies des grands groupes europens, dsormais aligns sur les logiques actionnariales. D'autres tudes statistiques, reposant sur des donnes peut-tre plus rcentes que celles d'Orbis 2007, aboutissent des rsultats sensiblement diffrents. Ainsi, entre 1999 et 2007, la part des investisseurs non rsidents dans le capital des grandes entreprises allemandes est passe de 8 % 62 % (et de 16 % « seulement » 49 % pour le CAC 40⁸). Bien sr, tous ces investisseurs « non rsidents » ne sont pas anglo-saxons. Mais il semble bien que les liens traditionnels, de long terme, entre les grandes banques allemandes et les grands groupes industriels, aient t profondment remis en cause dans les annes 2000, avec l'entre trs majoritaire de fonds d'investissement la logique financire court-termiste au capital de ces groupes.
- 10 Au final, si les cadres dirigeants sont devenus des capitalistes, si les grands groupes europens semblent s'tre aligns au cours de la dernire dcennie sur des logiques purement financires, quel espace reste-t-il pour la bifurcation nomanagriale « gauche » qu'appellent de leurs vux les auteurs ? Qu'est-ce qui pousserait les cadres rompre leur lune de miel si fructueuse avec les dtenteurs des capitaux pour s'allier avec les classes populaires ? Les notations sur l'« alination » des cadres ou sur leur souffrance de devoir « faire le sale boulot », selon la formule de Christophe Dejours⁹ (p. 177), sont certainement pertinentes pour les cadres de production, de vente, de gestion des ressources humaines, mais pourraient s'avrer insuffisamment mobilisatrices pour les cadres dirigeants et financiers (qui constituent, rappelons-le, la classe des cadres selon Dumnil et Lvy).
- 11 Doit-on regretter le manque de plausibilit empirique de cette voie « nomanagriale » ? Sans doute pas, car mme si les auteurs se gardent bien de tout hymne inconsider la croissance conomique, il s'agirait probablement d'une impasse cologique. La rflexion sur la crise cologique et la ncessaire bifurcation des modles productifs qu'elle implique n'occupent pas dans l'ouvrage toute la place qu'elles mriteraient. La « bifurcation » de Dumnil et Lvy est pour l'essentiel un renversement des alliances de classes au sein d'un paradigme incontest de l'efficience productive et de la technoscience (« il y a beaucoup apprendre des voies industrialistes en matire d'efficience », p. 183). Cet hymne l'industrie et la technique ne risque-t-il pas de reproduire un imaginaire progressiste passablement

daté ? Pourtant, nombre d'économistes posent désormais la question d'un changement complet de paradigme, vers une économie de la qualité et du bien-vivre, qui organiserait une décroissance systématique des consommations énergétiques et des productions matérielles, renonçant à l'idéal moderne de la maîtrise rationnelle illimitée de la nature.

- 12 La réflexion stratégique que proposent Duménil et Lévy gagnerait aussi à s'inscrire dans une analyse sociologique et politique plus approfondie de la dynamique des luttes sociales dans la période néolibérale, et notamment depuis la crise de 2008. Après trente années de balkanisation du salariat, le syndicalisme et le mouvement ouvrier – la « gauche sociale », comme l'appellent Duménil et Lévy – semblent avoir épuisé leurs capacités d'initiative et se replient sur des luttes défensives rarement victorieuses. La deuxième gauche qu'ils distinguent, la « gauche écologique », semble osciller entre lobbying et action symbolique, sans grande prise sur le réel. La « gauche transformatrice immédiate » (l'économie sociale et solidaire et les mouvements de la « transition ») se consacre à des alternatives locales sans projet global. Pour comprendre comment ces trois gauches pourraient peser réellement sur le cours des choses, il faudrait mener une analyse fine des multiples résistances à la grande vague de marchandisation que connaît la planète depuis trente ans, dans la lignée de la « grande transformation » de Karl Polanyi¹⁰, ouvrage auquel Duménil et Lévy se réfèrent implicitement dans leur titre sans jamais le citer.
- 13 On ne peut cependant pas leur faire le reproche de ne pas mener à bien cette tâche car même si des sociologues comme Michael Burawoy¹¹ l'ont mise à l'ordre du jour, elle reste largement à accomplir, sans doute grâce à une démarche pluridisciplinaire à laquelle les travaux de Gérard Duménil et Dominique Lévy apporteraient à n'en pas douter un matériel très précieux.

NOTES

1. Burnham J. (1941), *The managerial revolution. What is happening in the world*, New York, The John Day company.
2. Galbraith J. K. (1967), *The new industrial state*, Boston, Houghton Mifflin.
3. Chandler A. D. (1977), *The visible hand: the managerial revolution in American business*, Cambridge, Mass., Belknap Press.
4. Bourdieu P. (1986), « The forms of capital », in Richardson J. (ed.), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, New York, Greenwood Press, pp. 241-258.
5. Institut national de la statistique et des études économiques.
6. Vitali S., Glattfelder J. B., Battiston S. (2011), « The network of global corporate control », *Papers*, n° 1301.2363, arXiv.org. Disponible en ligne à l'adresse : <http://arxiv.org/pdf/1107.5728.pdf> ; consulté le 24 juin 2015.
7. Organisation de coopération et de développement économiques.
8. Lantenois C., Coriat B. (2009), « Montée des investisseurs institutionnels non résidents, mutations du corporate governance et stratégies d'entreprise. Évaluation et analyse à partir d'un panel de firmes françaises et allemandes (1999-2007) », *Document de travail du CEPN*, n° 2009-18.

Disponible en ligne l'adresse : http://www.univ-paris13.fr/cepn/IMG/pdf/wp2009_18.pdf ; consult le 26 juin 2015.

9. Dejours C. (1998), *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Le Seuil.

10. Polanyi K. (1944), *The great transformation*, New York, Toronto, Farrar & Rinehart, inc.

11. Burawoy M. (2007), « Public sociology vs. the market », *Socio-economic review*, vol. 5, n 2, pp. 356-367.

AUTEURS

THOMAS COUTROT

Direction de l'animation de la recherche, des tudes et des statistiques (Dares).